

# L'ECHO du citoyen



PB-PP|B-00734  
BELGIE(N)-BELGIQUE

Ed. resp.: G. Deprez  
MCC - Rue de la Vallée 50  
1000 Bruxelles  
Tél : 02/642 29 99  
Bureau de dépôt: Bruxelles X

Europe:  
comment  
donner  
un nouvel  
élan ?



## SOMMAIRE

**2-3** Ça bouge au MCC  
**4** Le mot de Gérard Deprez

## LA MINISTRE MARGHEM: DE L'ÉNERGIE À REVENDRE!

N°78 Avril - Mai - Juin 2017  
Trimestriel d'information du  
Mouvement des Citoyens pour le Changement

Le MCC est une des composantes du 

Mouvement des Citoyens



# Ça bouge au MCC

## Savez-vous ce que fait votre Ministre de l'Énergie et du Développement Durable, Marie-Christine Marghem ?

### La transition énergétique

L'avenir énergétique et environnemental de notre pays reste bien entendu ma principale priorité. Comme vous le savez, j'ai reçu en début d'année mes collègues ministres régionaux de l'Énergie afin de mettre tout le monde autour de la table, car il est plus que temps de préparer les bases du Pacte énergétique, à conclure entre l'autorité fédérale et les entités fédérées.

Des actions très concrètes ont déjà été prises par le Gouvernement fédéral actuel. Par exemple, la prolongation des centrales nucléaires, nous offrant un délai nécessaire, en termes de sécurité d'approvisionnement, à l'établissement du Pacte. La diminution du coût de l'éolien offshore ainsi que la construction d'un MOG\* permettront à la Belgique de se positionner comme un acteur énergétique pionnier dans la recherche et le développement de l'énergie offshore.

J'ai également, grâce à la prolongation de Doel 1 et Doel 2, créé le Fonds de transition énergétique. Ce fonds va permettre, par un système d'appel à projets, d'encourager et de soutenir la recherche et le développement dans des projets innovants dans le domaine de l'énergie. Il permettra de maintenir, et/ou de développer, et/ou de rechercher tout système visant à garantir la sécurité d'approvisionnement et /ou l'équilibre du réseau, notamment de production et de stockage d'énergie, en ce compris la gestion de la demande.

Il est essentiel de réfléchir activement à la nature que prendra notre mix énergétique tout en respectant nos engagements internationaux résultant de l'Accord de Paris. Notre pays doit en effet réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% en 2050 par rapport à leur niveau de 1990.

La question centrale sera donc bien celle de la transition énergétique, qui devra permettre à la Belgique de se doter d'une énergie fiable, durable et moderne, pour un coût abordable à long terme tel que préconisé par l'Objectif de Développement Durable n°7 (SDG 7). Il faudra, pour atteindre cet objectif, faire évoluer notre système énergétique tout en minimisant l'impact économique du changement pour l'ensemble de nos entreprises. Mais il faudra surtout évoluer en évitant que l'impact économique ne soit trop lourd pour les ménages.

\*MOG : Modular Offshore Grid, prise en mer des parcs éoliens off-shore, outil efficace et modulable de raccordement auquel chaque futur parc pourra se raccorder progressivement à l'horizon 2020



serait autorisé à décrocher en douceur. L'intéressant dans cette idée est que les jours où le travailleur continuerait à travailler, continueraient à lui permettre de se constituer un montant de pension plus élevé, alors qu'une pension anticipée pure et simple arrête le compteur de la carrière.

Pour l'entreprise, la formule permettrait d'assurer un passage de relais en matière de savoir et d'expérience. Cette même entreprise serait-elle obligée d'effectuer une embauche compensatoire en échange ? Cela doit encore être arbitré.

Avec la rigueur que nous lui connaissons, le ministre des pensions proposera, dans un délai que nous espérons proche, une proposition de régime de pension à temps partiel qui, nous en sommes convaincus, satisfera toutes les parties.

Gérard TOURNAY  
Coordinateur MCC Charleroi

### Donner un prix à la pollution !

L'Accord de Paris sur le climat est un événement majeur car il a permis de mettre l'ensemble des nations autour d'un objectif commun : la lutte contre le réchauffement climatique.

Désormais, il convient de passer à l'acte pour faire de cette volonté commune une réalité concrète. Cela nécessitera de transformer nos modes de production et de consommation afin de diminuer nos émissions de carbone.

Pour ce faire, donner une valeur au carbone permettra d'objectiver le coût sociétal de nos modes de vie. C'est pourquoi, j'ai souhaité lancer un débat national sur le prix du carbone dans les secteurs dits Non-ETS (agriculture, bâtiment, transport, déchets notamment).

Le but de ce débat est d'analyser avec soin et discernement les possibilités de définir le coût de la pollution. C'est un enjeu pour l'environnement mais c'est aussi un enjeu social à travers l'impact sur la santé de la population. C'est enfin un enjeu économique par l'innovation dans des secteurs propres, vecteurs de croissance.

### Les Objectifs de Développement Durable

J'ai nommé pour l'année, huit ambassadeurs chargés de promouvoir, d'informer et de valoriser le Développement Durable en Belgique. Ces ambassadeurs sont des organisations (entreprises ou associations) qui partagent les convictions et les valeurs universelles du Développement Durable.

Notre mode de vie et notre société forment un maillage très complexe dans lequel la mise en place de nouvelles pratiques économiques, sociales et environnementales est primordiale pour sa pérennité. Or il semble que cette révolution soit difficile à insuffler, quel que soit le secteur. Cela peut passer de l'initiative personnelle (choisir un jus d'orange équitable), économique (le restaurant qui choisit des produits exclusivement locaux pour sa carte) ou industrielle (valorisation de déchets végétaux pour alimenter une turbine biomasse destinée à la production électrique).

C'est pourquoi j'ai décidé de charger ces « SDG Voices » de porter ce message qu'ils diffuseront auprès de leurs réseaux et plus largement avec mon appui au sein de la société.

### Lutter contre la criminalité environnementale

La criminalité environnementale est aujourd'hui la quatrième plus importante criminalité au monde. Elle concerne notamment le commerce illégal du bois, l'extraction minière, le commerce illégal d'espèces protégées (CITES) ou encore le braconnage. En Belgique, des mesures visant à renforcer la lutte contre cette criminalité sont actuellement en développement par mes services.

Le commerce illégal, dont certaines pratiques ont pris des proportions inquiétantes pour la survie de certaines espèces,

rapporte au crime organisé et autres groupes armés, entre 91 et 258 milliards de dollars par an.

En collaboration avec mes collègues fédéraux concernés, je prépare des mesures visant à renforcer la lutte contre la criminalité environnementale sur notre territoire. Celles-ci seront une réponse aux engagements internationaux et européens de la Belgique ainsi qu'à l'Objectif 15 de Développement Durable (SDG's) des Nations-Unies.

### Vous avez la parole

#### La réforme des pensions se poursuit. Bientôt la pension à temps partiel ?

L'opposition s'est déchaînée et se déchaîne encore contre lui. Pensez donc ! Oser porter l'âge légal de la pension à 67 ans au lieu de 65 ans ! Un vrai sauvagement ce ministre Bacquelaine !

Loin de s'en laisser compter, il poursuit les réformes indispensables. Dans ses cartons, il y a notamment la pension à temps partiel accessible à tous à partir de l'âge de la pension anticipée.

Prendre sa pension du jour au lendemain constitue parfois un choc personnel, familial ou social important. Le travailleur

# Le mot de Gérard DEPREZ

## Europe : un nouvel élan ?

Soixante ans ! « L'Europe » vient de fêter son sixantième anniversaire. Est-ce beaucoup ? Est-ce peu ? Pour un être humain, c'est la porte d'entrée du 3ème âge. Pour une civilisation, c'est à peine l'âge de l'école, de la sortie du cocon familial pour découvrir le monde. Mais quelques traits saillants sont déjà visibles.

Voyons d'abord ce qu'il y a d'incontestablement positif. D'abord une période de paix qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'Europe.

Ensuite des réussites ponctuelles : une politique agricole commune qui nous a fait passer de la dépendance alimentaire à la surproduction (pénible pour les agriculteurs) ; la suppression des droits de douane à l'intérieur du marché commun qui a diminué les coûts et accru les échanges ; l'établissement de normes communes de qualité et de sécurité pour les produits au bénéfice des consommateurs ; l'éradication progressive des surcoûts imposés par les opérateurs (roaming) ; la liberté de circulation à l'intérieur de l'espace Schengen dont profitent des centaines de millions de voyageurs et de touristes ; la création d'une Europe des étudiants et des universités grâce au programme ERASMUS appuyé sur le dispositif de Bologne ; la solidarité avec les régions en retard de développement ; l'introduction d'une monnaie unique, l'Euro, qui facilite la vie des consommateurs, des entreprises et des Etats...

A côté de ces réussites, il y a aussi – il faut avoir le courage de le reconnaître – quelques ratés dont l'impact est lourd pour certains groupes de citoyens, au premier rang desquels les travailleurs du secteur privé.

Dans certains secteurs (construction, transport, ...) ils subissent la concurrence, trop souvent déloyale, d'autres travailleurs européens venus des pays à bas salaires.

Dans d'autres secteurs (produits manufacturés, automobile, ...) ils sont victimes de délocalisation, à l'intérieur même de l'Europe, en raison des différences de coûts salariaux et fiscaux, et aussi vers l'extérieur du fait de la mondialisation.

Dans tous les secteurs, la flexibilité souvent associée à la précarité, accroît l'inquiétude, déjà élevée du fait des programmes d'austérité.

On ne dira jamais assez à quel point l'absence d'Europe sociale et fiscale joue un rôle déterminant dans la perte de confiance sinon d'hostilité des milieux populaires à l'égard de l'Europe. Pour eux, l'Europe ne protège pas, elle menace.

Plus généralement, d'autres ratés sont mal perçus par de nombreux citoyens : le caractère désordonné des flux migratoires qui met en lumière les carences du contrôle des frontières extérieures et l'absence de politique commune d'asile ; les faiblesses de la coopération entre les services de police et de renseignement révélées par de récents attentats terroristes ; les tensions croissantes entre les pays plus riches et les moins nantis, entre l'Est et l'Ouest...

Le tout sur fond d'insatisfaction croissante devant la lourdeur de la bureaucratie européenne, l'éloignement du pouvoir, l'insuffisance présumée du contrôle démocratique.

Je le dis tout net : si rien ne change, les peuples vont progressivement désertier l'idée d'Europe pour se réfugier dans le nationalisme. Le processus est déjà en route : des leaders populistes entonnent les louanges de la préférence nationale et réclament le retour des frontières intérieures, du franc, de la lire, du florin. Un « Brexit » larvé couve dans plusieurs pays.

La réaction doit être rapide et forte : l'Europe doit devenir d'urgence un espace protecteur, la croissance doit y être forte, l'emploi et en particulier l'emploi des jeunes une priorité absolue.

Je ne vois qu'un moyen d'y parvenir : le nouvel élan dont l'Europe a besoin passe par un saut qualitatif de la zone Euro. Il faut un gouvernement de la zone Euro, un parlement de la zone Euro, un budget propre, une harmonisation sociale et fiscale.

Cela ne suffira peut-être pas. Mais si nous ne le faisons pas, le rêve européen va s'enliser dans les brumes de la désintégration.

Gérard **DEPREZ**  
Ministre d'Etat  
Président du MCC  
Député européen



## M E P Awards

Gérard DEPREZ vient d'être choisi par un jury indépendant comme le meilleur parlementaire européen dans le secteur « Libertés publiques, Justice et Affaires intérieures ».